

On se dit tout ? TOUS ? CHICHE !

Le 17 janvier 2024, chaque agent a reçu un lien personnel pour accéder au nouvel Observatoire interne de la DGFIP lui permettant d'y répondre entre le 16 janvier et le 10 février. Si les directions locales ont eu pour consigne d'inciter les agents à répondre à ce questionnaire afin de permettre au DG (quand on en aura un, et pas seulement par intérim) d'afficher une participation massive des personnels, **FO DGFIP 44**, vous encourage aussi à y répondre en nombre, mais pas pour les mêmes raisons, vous l'aurez compris !

Le registre CHSCT et la fiche de signalement (voir ci-dessous leur accès sur la page d'accueil de Ulysse 44) nous permettent déjà de dénoncer la dégradation de nos conditions de travail (pouvoir d'achat et promotions en berne, restructurations passées et à venir, tensions dans les services et avec les usagers, risques psycho-sociaux, burn-out, surmenage et sous-effectifs structurels dans tous les services...). La DRFiP44, alors saisie officiellement, est tenue d'y répondre.

A ces outils s'ajoute l'Observatoire interne. « Allez, on se dit tout ». ça c'est ce qu'écrit la DGFIP sur Ulysse national le 18 janvier !

FO répond : « CHICHE ! »

On nous donne l'occasion de tout dire sur nos conditions de travail. ? Faisons-le et sans concession !

L'année dernière, cet outil avait permis de situer le **niveau de dégradation des conditions de travail et de mécontentement des agents de manière plus prégnante à la DGFIP (parmi l'ensemble de la fonction publique d'Etat).**

Cette année, les réponses collectées permettront une analyse plus fine au niveau local et par service.

L'Observatoire doit contribuer à convaincre nos dirigeants de mettre un terme à la politique du *"faire toujours plus avec toujours moins"*. Cet outil n'est pas anecdotique et la situation catastrophique qu'il a affichée l'année dernière n'est pas étrangère au fait que nous ayons pu avoir l'engagement d'un cycle de négociations sur les améliorations de carrière et sur l'indemnitaire. Le niveau plus faible de suppressions d'emplois comparé aux précédentes lois de finances est certainement aussi en partie lié aux résultats de l'observatoire 2023.

Cet exercice doit nous permettre cette année encore de démontrer de manière objective que la démotivation et la colère des agents non seulement sont ancrées mais s'amplifient d'année en année, que ce n'est pas la rémunération au mérite bientôt annoncée (par qui ? Car nous n'avons toujours pas de ministre de la Fonction Publique...) et son lot d'injustices qui vont remédier à la non attractivité grandissante de notre administration.



Il a été aussi rappelé par la Direction Générale qu'en 2023 une plus forte proportion de cadres A et A+ par rapport aux cadres C et B avait répondu à l'Observatoire Interne, faussant alors la lecture des données récoltées.



Ce constat devrait surtout amener la DG à se questionner sur les raisons d'une participation massive des cadres A et A+ pour qui la généralisation des affectations au choix dans la plus totale opacité, par exemple, est très souvent mal vécue.

Car nous sommes tous dans la même galère !



Registre CHSCT
et fiche de signalement
accessibles ICI